



BERTRAND LE MAGNIFIQUE

**ENQUÊTE AU CŒUR
DU SYSTÈME DELANOË**

Flammarion

ENQUÊTE

CHAPITRE X

**Les Halles : le prince Bébert
et sa bonne fée Élisabeth**

Mardi 14 novembre 2007. Dans les locaux de Normale Sup', à Paris, Bertrand Delanoë boit du petit-lait. Lors de cette réunion publique consacrée à la démocratie participative à quelques mois des municipales de 2008, Élisabeth Bourguinat, secrétaire générale de l'association Accomplir aux Halles, le félicite par ces mots : « Franchement, Monsieur le maire, je salue vos efforts, vos résultats, vraiment, c'est du fond du cœur. – Merci Élisabeth ! », lâche alors le prince Bertrand.

En fait, le maire de Paris a trouvé sa bonne fée, une magicienne de la concertation capable de faire « avaler » le seul grand projet architectural de sa mandature, celui de la rénovation de ces Halles qui ont si vite et si mal vieilli, projet qui se fera sous la houlette de l'architecte David Mangin. Car l'histoire du dossier « Halles » sous la mandature Delanoë ressemble en effet à un conte moderne. Dynamique, sérieuse, efficace et douée d'un excellent sens de la communication (elle aussi !), Élisabeth Bourguinat les a tous séduits : le prince Bertrand, le dragon RATP, l'ogre immobilier Unibail, propriétaire du forum des Halles, les

7 000 sujets du prince, riverains de l'endroit, et les 150 000 manants de la banlieue qui passent tous les jours dans le centre commercial. Des manants aisés à « convaincre », puisqu'ils comptent pour du beurre, ne votant pas à Paris...

*

Le maire de Paris a toujours eu, depuis son élection, un gros problème avec les Halles. Sa promesse de ne pas augmenter les impôts de ses sujets lui lie les mains dans ce dossier. En effet, les grands projets de la mandature (le tramway, les travaux de voirie pour diminuer la circulation automobile, les médiathèques, les maisons des associations et les crèches) ont asséché la trésorerie. Résultat : la Ville n'a plus beaucoup d'argent à mettre dans le projet, si ce n'est dans le financement des études. Aussi, la baguette magique d'Élisabeth Bourguinat a-t-elle pesé de tout son poids pour faire payer les deux seules figures solvables de l'affaire : la RATP et Unibail. En principe, les travaux de réhabilitation des Halles commenceront en 2009 pour se terminer en 2012.

*

Élisabeth Bourguinat n'est pas devenue du jour au lendemain la reine de la concertation, pour le bonheur de tous les habitants du quartier et de Bertrand le Magnifique ! Un flash-back s'impose.

Il était une fois le Forum des Halles, un morceau de ville de 60 000 m², un paquebot enfoui sous deux immenses dalles de béton que recouvrent trois mètres de terre. Cette utopie des années 1970, héritage de l'architecture souterraine, avait eu pour « architecte en chef » le prince Jacques

Chirac (aujourd'hui déchu), ou du moins celui-ci s'était-il proclamé tel en 1979. Et, de fait, le grand Jacques avait concouru à la décision du transfert, en 1969, du marché des Halles, et à la destruction des pavillons de Baltard avec, pour l'édification de ce qui devait devenir un cœur greffé dans le ventre de la capitale, un seul mot d'ordre : « Je veux que cela sente la frite. » Anecdote qui, au passage, en dit beaucoup sur ses goûts culinaires et architecturaux.

Le futur président de la République avait ensuite contribué à édifier en six ans¹ cet ensemble complexe qui a longtemps conservé le surnom de « trou des Halles ». Et, particularisme unique dont aucune autre grande métropole ne peut s'enorgueillir, à ériger, en plein centre névralgique d'une capitale, la première gare ferroviaire d'Europe ! Pensez donc : chaque jour, 800 000 personnes y passent sans changer de train (métro ou RER), 500 000 profitent des correspondances offertes et 150 000 Franciliens jaillissent à l'air libre, comme par enchantement, pour se mêler aux autochtones et aux touristes des rues avoisinantes. Car la petite comme la grande couronne et leurs hordes de banlieusards empruntent quotidiennement le nœud central du réseau ferroviaire d'Île-de-France aux Halles. Première cliente du Forum, cette population n'a jamais eu de princesse de la concertation pour la représenter auprès de Bertrand le Magnifique. Pour la bonne raison que le maire de Paris ne pratique la concertation qu'avec ses seuls électeurs, on ne le dira jamais assez.

Or, vingt ans exactement après les débuts du chantier Chirac, le futur prince Bertrand Delanoë, parti en campagne en 1998, avait proclamé qu'il porterait haut et fort *l'Honneur de Paris*. Tel était, du moins, le titre du livre

1. De 1979 à 1985, date de l'inauguration du Forum conçu par Chemetov.

credo où, à propos des Halles, il osait ce diagnostic cinglant : « Cet ensemble laisse une impression d'inachevé et s'assimile davantage à un mécano où se juxtaposent des pièces disparates qu'à un véritable projet conçu à l'aune d'une vision d'ensemble. » En bonne logique, la plaquette électorale déclinant son programme¹ annonça que les nouveaux plans locaux d'urbanisme devraient réparer « l'une des plus graves erreurs commises depuis les trente dernières années ». Une promesse de bâtisseur, certes faite au conditionnel, qui ne laissait pas encore augurer que les Halles deviendraient le principal chantier architectural de la mandature 2001-2008. Il reprendra en tout cas de nombreuses fois la formule par la suite, qui illustre tout au moins sa fermeté d'intention. Le roi Georges Pompidou avait créé le centre qui porte son nom, le roi François Mitterrand sa Très Grande Bibliothèque et sa pyramide, et son successeur Jacques Chirac son musée des Arts premiers. Bertrand le Magnifique, lui, voulait redonner sa beauté et son cachet aux Halles.

*

Dès son installation dans le fauteuil de maire, Bertrand Delanoë délègue le dossier des Halles à un conseiller, énarque de son état, Serge Federbusch. Spécialiste durant la campagne électorale des questions d'urbanisme, il finira félon – pour continuer la métaphore du conte de fées – ralliant la cause, aux municipales de 2008, de l'adversaire honnie, Françoise de Panafieu. Mais n'anticipons pas. L'homme n'est pas à proprement parler un spécialiste chevronné des questions d'urbanisme, même s'il s'est occupé du sujet au sein de l'équipe électorale de Delanoë. C'est

1. *Paris, changeons d'ère*, p. 13.

pourtant pendant cette période, sous l'impulsion d'un architecte, Jean-Patrick Fortin, qu'il s'intéresse pour la première fois aux Halles.

Énarque à l'intelligence affûtée, Serge Federbusch est assez atypique. Nommé en 1998 chef de service d'expansion économique à l'ambassade de France en Malaisie pour le compte du ministère des Finances, il revient pour les municipales de 2001. Puis, suit, à l'Hôtel de Ville, le nouvel élu dont il devient conseiller. Il se voit confier à la fois l'Urbanisme, l'Architecture, la Circulation et les Espaces verts. En fait, ce quadragénaire est devenu le bras droit du connétable Bernard Gaudillère, directeur de cabinet du maire.

*

Aux Halles, il y a d'abord les *Nimbies*¹, les où-vous-voulez-mais-pas-chez-moi. Ce sont les riverains du trou des Halles, les sujets du prince Bertrand. En comptant large, 7 000 habitants. Soit une petite moitié des habitants du 1^{er} arrondissement qui en recense 16 890. Christian Sautter, le grand argentier, fort regardant à la dépense, est l'un d'eux, même si, soit dit en passant, cet adjoint aux Finances se présente aux municipales dans le XII^e arrondissement. Comme ses fenêtres donnent sur le trou des Halles, sans doute doit-il croiser chaque matin du regard celui d'un autre élu qui, d'un œil particulièrement sourcilleux, préside au devenir des 4,3 ha du jardin : l'adjoint Yves Contassot². Lequel entend bien aussi avoir son mot à dire.

1. De Nimby, « Not in my backyard » : « Pas dans mon jardin ». Désignent les écologistes opposés à toute agression à l'environnement, les éoliennes par exemple.

2. Cf. chapitre IX.

Ces sujets de notre Bertrand le Magnifique ont deux représentants qui connaissent le dossier des Halles sur le bout des doigts. Un conseiller de Paris de droite, l'autre de gauche, qui forment une sorte de tandem inséparable. D'abord parce que presque homonymes. On soupçonne l'honnête vassal Alain Le Garrec (PS) de faire échange de bons procédés avec l'odieux Jean-François Legaret (UMP) de manière officieuse. Sur les bancs du Conseil de Paris pourtant, les invectives mutuelles sont plutôt musclées. Du pur théâtre en vérité.

Mince et portant beau, le maire du I^{er}, sous un style vieille France (son père, le professeur Jean Legaret, a été député, sénateur et vice-président du conseil municipal), auquel une barbe de trois jours ajoute une note débonnaire, n'évoque jamais son meilleur ennemi sans ajouter : « Ce socialiste de service, dont je m'accommode... » Petit, trapu, barbe Camif, pugnace, rocardien de naissance et informaticien de profession, ce dernier le lui rend bien : il l'accuse d'avoir voulu vendre les rues du Forum sous la précédente mandature et a réussi à le mettre en ballottage avec 300 voix d'écart en 2001. Un exploit dans ce fief de la droite parisienne, où les comtes Dominati père et fils avaient jusque-là l'habitude de régner sans partage.

Déjà président de la Commission d'attribution des logements sociaux au Conseil de Paris, Alain Le Garrec est aussitôt récompensé pour ce fait d'armes par le suzerain, qui le parachute à la présidence de la SEM-Centre, une société d'économie mixte chargée du portage des études techniques et urbanistiques pour le compte de la Ville, dans le cadre du dossier des Halles. En 2001, Alain Le Garrec apparaît donc comme l'homme de la situation, notamment pour lancer la concertation avec les associations de riverains. Il y a encore quelques figurants à évoquer parmi la populace : les architectes urbanistes, ces édificateurs de

cathédrales modernes. Ceux-là, le prince a demandé à son gentil vassal Le Garrec de les mettre au pas, histoire qu'ils imaginent la réfection des allées et le relookage du carreau des marchands des Halles, mais que jamais, au grand jamais, ils ne se prennent pour des bâtisseurs à la place du bâtisseur suprême.

*

« Delanoë élu, beaucoup crurent que la nouvelle municipalité avait pris la mesure du désastre », explique Françoise Fromonot, enseignante à l'École d'architecture Paris-La Villette¹. « Ce qu'avait fait une politique, seule une autre politique pouvait le racheter. Or au commencement, celle-ci n'a mis aucune des ambitions que la suite des événements lui prêterait. En n'envisageant rien de plus qu'un ensemble coordonné de maintenances amélioratrices. »

Dès son installation dans le fauteuil de maire de Paris, Bertrand le Magnifique s'aperçoit que le temps a commis des dégâts irréparables aux Halles. En sous-sol, il y a de quoi faire : corrosion des superstructures du Forum, infiltrations des eaux de pluies et dégâts dus à la pollution. En surface, les pavillons dits « parapluies » de Villerval prennent l'eau. À deux pas, le jardin prévu qui devait créer un espace ouvert, animé par un jeu de perspectives mettant en valeur les monuments du quartier, fait triste mine. Des dégâts collatéraux sont vite venus polluer cette belle perspective : buttes (dues à la modification des systèmes de ventilation), trémies habillant les portes d'entrées vers le sous-sol, issues de secours et clôtures pour mieux surveiller

1. Françoise Fromonot est l'auteur de *La Campagne des Halles* (La Fabrique, octobre 2005) qui analyse en détail les mécanismes qui ont concouru, par le choix d'un marché d'études de définition, au projet Mangin.

le site. Le quartier ne vit plus dans un vrai climat d'insécurité comme voilà une dizaine d'années, et ce grâce à l'installation d'un commissariat juste devant l'entrée centrale du Forum. Mais des bandes de banlieue, des dealers ou des groupes de SDF sont toujours installés dans le métro et les sous-sols. Où voilà longtemps que plus personne n'ose s'aventurer seul la nuit. Il faut en effet voir, dans les parkings, le ballet de voitures quittant leur emplacement, prenant le dealer à bord, disparaissant pour revenir se garer au même endroit (gardé par un complice) quelques instants après.

Le nouveau maître de la capitale se devait donc de réhabiliter les Halles. Mais, le moins qu'on puisse dire, c'est qu'immédiatement après son élection, il s'est dépêché de ne rien faire.

*

À sa décharge, il faut savoir que ce dossier à tiroir requiert l'entregent d'une personne capable de dénouer ce qui était, déjà, en 2001, un nœud gordien. Aussi bien sur le plan territorial, juridique, architectural que social. Doit-on y voir la principale raison de sa velléité ? Que nenni. En fin stratège, il se veut avant tout un « manager public ». Sa promesse numéro un, ne pas augmenter les impôts, ne lui permet pas de financer grand-chose... Aussi va-t-il bichonner les deux entreprises qui sont des partenaires financiers incontournables : la RATP et Unibail, sachant que l'une et l'autre sont plus demandeuses que la Ville pour entamer la rénovation. Sa gestion du dossier se veut avant tout financière, pragmatique et visible médiatique-ment parlant. L'idée ? Apparaître aux yeux des électeurs parisiens comme le « sauveur des Halles » pour les municipales de 2008.

Dès le début de la mandature, la RATP est reçue à l'Hôtel de Ville, études de faisabilité à l'appui. La salle des échanges du RER, située au 4^e sous-sol (baptisée « le flipper » par les banlieusards) sature, congestionnée par le passage en correspondance des 500 000 voyageurs issus de trois lignes RER et de cinq de métro. Aussi, la RATP doit-elle remplacer et améliorer la totalité des escaliers mécaniques. La Régie assumera seule la réalisation technique et le financement. À une condition : savoir qui va payer pour les nouvelles parties communes aux différents partenaires du Forum ? Les issues de secours par exemple : il devient indispensable de les agrandir et d'en créer de nouvelles. En cas d'alerte, prenant le relais des escalators, vite débordés, ces évacuations (conçues en forme d'ingénieux escaliers de Chambord) doivent déboucher au beau milieu du jardin des Halles.

Après la RATP, le prince Bertrand le Magnifique se voit courtoisé par l'ogre Léon Bressler. Le P.-D.G. d'Unibail est détenteur d'une convention le liant à la Ville à travers un bail locatif courant jusqu'en 2050. Ce promoteur de centres commerciaux gère également pour le compte de Paris les galeries marchandes. Il veut bien prendre à sa charge le redimensionnement des allées et les réparations électriques, mais demande des comptes au maire au sujet des infiltrations qui mettent en péril, notamment, le dôme du cinéma UGC. Les deux hommes ne sont pas des inconnus l'un pour l'autre. Unibail (partenaire avec la Ville dans Paris Expo) est numéro un au hit-parade des centres commerciaux français avec le Forum des Halles qui accueille 43 millions de visiteurs chaque année. On y recense la plus grande librairie de France, incluse dans la FNAC, mais aussi Go Sport, Darty et H&M, plus un océan de commerces bas de gamme, fréquentés surtout par des clients de banlieue.

Un premier tour de table entre les trois parties susceptibles de mettre la main à la poche tourne à la partie de poker. Profil bas d'Unibail qui considère que la seule réfection des accès aux sous-sols équivaut, pour le client, à voir son centre commercial totalement rénové. En clair, l'entreprise cherche à obtenir au moindre coût des escalators performants, la signalisation des enseignes en surface, et se charge du reste. L'adjoint aux Finances de la Ville, Christian Sautter, proteste. Arc-bouté sur la volonté de Bertrand Delanoë de ne pas augmenter les taxes locales, il proclame à qui veut l'entendre qu'il ne mettra pas un euro dans le projet des Halles.

Les négociations débutent mal... Le conte de fées va tourner au « feuilleton des Halles », à grand renfort de médias interposés. Lorsque la mairie a la main, elle mise petit, puis, peu à peu, lâche du lest, sans jamais réussir pour autant à bluffer ses partenaires.

*

Pour l'heure, la Ville et son édile ont d'autres soucis. Le premier d'entre eux a pour nom Climespace.

La centrale thermique Climespace alimente en chaud et froid l'ensemble du Forum et le musée du Louvre, tout en ventilant le centre commercial et la zone du métro. La Ville a racheté pour le franc symbolique les bâtiments et les équipements de cette centrale, dont la mise aux normes a été demandée depuis dix ans. Mais les différentes pétitions signées par les riverains n'ont pas suffi à faire bouger les choses. Et la mise en route des turbines crée des vibrations insupportables. Le fond du problème, c'est que personne ne veut prendre les travaux à sa charge. Les élus du Conseil de Paris finissent tout de même par voter, en 2003, une participation de 5,4 millions d'euros sur un coût total de

travaux de 22 millions. Le matériel sera entièrement renouvelé, les locaux insonorisés et les normes de sécurité « poussées jusqu'au degré de risque zéro ». Explication de la volte-face municipale : la préfecture de police menaçait de fermer la centrale et un jugement avait condamné le groupement d'intérêt économique gérant le site à mettre la main à la poche.

« Une contribution beaucoup trop chère », proteste cependant l'inévitable représentant des sujets du prince, Jean-François Legaret¹. « Mais rendue absolument nécessaire par l'indigence de la mandature précédente », lui répond en écho le second représentant des sujets et président de la SEM Centre, Alain Le Garrec. Lequel vient de se récupérer un directeur général censé piloter la partie technique et administrative du projet des Halles. À savoir, notre conseiller, Serge Federbusch...

Ces deux nominations sont-elles des erreurs de casting de Bertrand Delanoë, tant Alain Le Garrec et Serge Federbusch ne sont pas hommes à se coucher devant ses oukases ? D'autant que la SEM Centre a surtout pour fonction de gérer un portefeuille d'appartements sociaux de la Ville, et non de faire de l'aménagement.

Voilà qui laisse penser que le maire, en confiant à cette société la phase préalable dite de consultation, se réservait la possibilité de faire piloter la seconde phase, celle de la réalisation, par un autre opérateur. Or c'est là que notre histoire touche au conte de fées. Une fois la lumière des projecteurs éteinte sur la consultation mettant en scène un panel de grands architectes internationaux, Bertrand le Magnifique escamotera les « manants », à savoir Alain Le Garrec et Serge Federbusch. Ou du moins, les neutralisera-t-il suffisamment pour qu'ils disparaissent du paysage en

1. *Le Parisien*, interview d'Éric Le Mitouard.

2006. En fait de « portage », Federbusch et le Garrec portent ici un chapeau trop grand pour eux...

*

« J'aime Bertrand Delanoë et je continuerai à l'aimer, même si apparemment il ne m'aime pas beaucoup. » Cette profession de foi, Alain Le Garrec l'a souvent répétée aux *Initiés*, un café qui lui sert de quartier général face à la Bourse du commerce. Pourtant le maire devrait lui être reconnaissant de lui avoir présenté la bonne fée Élisabeth. Voici l'histoire.

Le conseiller de Paris courtise un groupe fort sympathique de parents d'élèves de l'école de la rue de l'Arbre-Sec, dont il fait lui-même partie. Gravite autour de ce noyau une chorale de rue, les Bachi-Bouzouks, dont le répertoire, comme son nom l'indique, donne une large place, non sans force libations, aux chansonniers du vieux Paris. Il y a là un ancien animateur du Club Méditerranée, la responsable d'un studio d'enregistrement, une journaliste de *Télérama* et Élisabeth Bourguinat, fille de paysans du Béarn. Son passage à la Sorbonne, où elle a défendu une thèse de doctorat sur « Le persiflage au XVIII^e siècle », lui a laissé le goût de s'opposer « à la morgue pédante et réactionnaire de ses collègues¹ ». Son gagne-pain officiel : rédactrice pour les publications de l'École de Paris du management, un institut qui mêle représentants du CAC-40, élus, étudiants, et fonctionnaires, en vue d'améliorer la perception des politiques publiques et privées. Alain Le Garrec croise donc régulièrement au café cette grande fille aux cheveux courts, toujours engoncée dans un

1. Voir le portrait par Gurvan Le Guellec, dans *Le Nouvel observateur Paris* du 09/02/06.

immense pull à col roulé. Pour lui, dans un premier temps, elle n'est que l'accordéoniste des Bachi-Bouzouks. Mais un autre nom va bien vite résonner à ses oreilles.

Née en 1999 sous l'étiquette d'une association plutôt festive, Accomplir va devenir beaucoup plus remuante à l'initiative de son autoritaire secrétaire générale accordéoniste et sous l'influence d'Alain Le Garrec. Après avoir obtenu la modification d'un carrefour situé à proximité de l'école en zone piétonne, l'association se rend populaire en relayant les doléances des riverains dans l'affaire Climespace, dossier géré par la SEM Centre...

Apolitique au départ – elle se fait un devoir de n'accueillir aucun élu (à commencer par Alain Le Garrec) – l'association compte néanmoins bon nombre de petits ducs Verts, tendance Baupin. Et contribue à « animer » la concertation en représentant les habitants du quartier. En fait, ce groupe de pression, sous couvert de bénévolat, de transparence des idées et de démocratie participative, ne roule que pour lui-même. Pas assez méfiant sans doute, Alain Le Garrec continue à pratiquer une pédagogie patiente, sans savoir qu'il vient d'entrouvrir la boîte à baffes. Il renseigne l'association, qu'il considère comme « son bébé », sur les arcanes du marché architectural d'« études de définition ». Une procédure innovante en matière de mise en concurrence qui doit permettre de choisir un maître d'œuvre et les options retenues pour le projet des Halles. À l'inverse d'un concours d'architecte, avec ses solutions figées par nature dans un cadre, cette forme de passation de marché présente une gamme de choix bien plus vaste. Le maire, qui ne sait pas trop ce qu'il veut, peut faire ainsi appel à un panel d'équipes pluridisciplinaires (architectes, urbanistes, programmeurs et paysagistes). L'appel d'offres donne matière à des études préalables. Après dépouillement, un choix restreint de trois

ou quatre concepteurs permet de lancer une phase de consultation dite « ouverte », où tous les acteurs concernés sont sollicités. De ce *brainstorming*, la SEM Centre tire une synthèse qui servira dans un deuxième temps à chaque équipe pour élaborer sa proposition. Ce marché d'« études de définition » présente un gros avantage : la solution retenue est modulable. Mais le professeur d'architecture Françoise Fromonot¹ en souligne aussi les inconvénients : « Pour être efficace, la procédure est exigeante. La faiblesse politique et technique de la maîtrise d'ouvrage conduit souvent les architectes à réfléchir à sa place. »

*

Pendant que le bras de fer financier avec Unibail se poursuit, les ordres de Bertrand le Magnifique sont clairs : faire rêver les Parisiens et les investisseurs. Les deux dirigeants de la SEM Centre, parfaitement conscients du caractère hautement symbolique du lieu, ont, eux, fermement l'intention de tirer la consultation vers le haut. Pas question pour ces deux hommes d'enfiler les habits de Zorro, dans lesquels un excès de mégalomanie les aurait poussés à jouer en solo le rôle de sauveteurs des Halles. « Chaque prise de position et la moindre déclaration à la presse, expliquent-ils rétrospectivement chacun de leur côté, seront constamment validées auparavant au plus haut niveau. »

Le coup d'envoi de l'opération est lancé lorsque *Le Monde*² consacre une demi-page à ce grand projet « global et ambitieux », « l'une des plus vastes opérations jamais entreprises en France » où « rien ne sera interdit », affirme Alain Le Garrec qui fait dans la surenchère, sur ordre.

1. *La Campagne des Halles, op. cit.*

2. Pages « Régions » du *Monde*, 25 février 2003.

*

Premier revers pour Bertrand Delanoë en 2002. Trente-deux équipes, dont treize seulement venant de l'étranger, ont répondu. Une sacrée déconvenue. Les têtes d'affiche ne se bousculent pas pour répondre à l'appel d'offres. Manquent les grandes pointures : Portzamparc, Renzo Piano, Norman Foster et Franck Gehry. Un sentiment de méfiance général alimente en fait le gratin de l'architecture. Un concours d'architecte aux Halles, pour contrer le projet Chirac, en avait attiré plus de 600. Et plus de 1 300 pour l'Opéra-Bastille. Si bien que la SEM Centre est obligée de faire du racolage. Rem Koolhaas se serait ainsi fait tirer l'oreille. Pour décider le Néerlandais à rejoindre les rangs des soumissionnaires, plusieurs voyages en Hollande furent même nécessaires. Dans le but d'attirer une équipe supplémentaire, on mit Unibail et la RATP à contribution, à hauteur de 100 000 euros. La somme était du reste peu mirobolante : chaque projet devant être justifié par des études techniques, l'indemnité reçue ne couvrirait même pas les frais de dessins et de photocopies !

*

Seul candidat de stature internationale avec Koolhaas à bénéficier de cette présélection, Jean Nouvel espère gagner. Il prend en compte une réflexion sur le quartier dans son ensemble, envisageant une mise en réseau avec le reste de Paris grâce à une succession d'allées vertes et de jardins suspendus. Pour financer le tout, il offre en contrepartie 65 000 m² de bâtis supplémentaires. Cette tentation de bétonner à tout-va contribue assez vite à le disqualifier.

Situé hors de toutes références connues, le projet de Winny Maas et de l'Agence MVRDV fut, lui, rapidement

hors jeu. Restent finalement en lice Rem Koolhaas et David Mangin, que tout oppose. Le projet de Koolhaas, sans doute le plus radical, porté par un personnage haut en couleurs, fut aussi le moins bien compris. Il réorganise les allées du centre commercial en croix de Lorraine pour en rationaliser le fonctionnement et replace le nœud d'échanges au cœur du site. Une brèche laisse émerger la gare RER et permet une liaison directe en intégrant la Ville souterraine à la Ville résidentielle et en offrant une luminosité accrue aux commerçants du Forum. Dans les jardins, vingt-et-une « émergences » en forme de cubes de glace colorée logent indifféremment espaces publics ou enseignes commerciales.

La réputation de David Mangin s'étend alors à peine au-delà du cercle des professeurs des écoles d'archi. Ce petit-fils du général du même nom, vainqueur de la seconde bataille de la Marne, et, du côté maternel, de René Pleven, ministre de la Justice de de Gaulle, a un palmarès de réalisations limitées. On peut citer la réfection de la gare RER Denfert-Rochereau, celle de la promenade Richard-Lenoir en amont de la place de la Bastille et la construction d'un immeuble de logements dans la ZAC Alésia-Montsouris. La première esquisse de son projet ose un parti pris incroyable : rétablir une « navigation passante » continue dans l'axe Est-Ouest de Paris, l'idée étant d'implanter un *Central Park*, courant du parvis Beaubourg à la Bourse du commerce. La solution a le mérite d'être claire. On s'aligne sur la largeur du Forum actuel, les blocs d'immeubles faisant obstacle de part et d'autre se voyant démolis (y compris certains hôtels particuliers du XVIII^e siècle et classés de la rue Quincampoix).

*

Au nom de la SEM Centre, Serge Federbusch demande à David Mangin de revoir ce projet à la baisse. Outre que le cahier des charges stipulait en toutes lettres qu'il n'était pas question de toucher aux immeubles avoisinants, cette perspective cadrerait mal avec le calendrier politique du maire. « Nous aurions mis un temps fou à obtenir les expulsions souhaitées, retardées par des avalanches de procédures, explique Serge Federbusch, et nous aurions été obligés de repousser le début du chantier à 2008. » Une échéance beaucoup trop courte puisqu'elle arrivait bien après la prochaine échéance électorale, prévue – il est important de le souligner – à l'origine en 2007. Or, Bertrand Delanoë entendait que la consultation soit menée rondement, le premier coup de pioche aux Halles devant être donné avant les municipales de 2007, prévues à l'origine à cette date. Un pari perdu¹.

*

Bertrand Delanoë, de son côté, ne viendra qu'à une réunion organisée avec les habitants du quartier. Jean-François Legaret se souvient très précisément de cette première rencontre, en 2002, entre les riverains et un maire venu leur annoncer « qu'avec eux, il allait redonner l'espoir aux Parisiens ». « Son discours n'avait recueilli qu'un écho très modéré, explique-t-il. Je lui ai succédé au micro pour faire part de notre grande vigilance sur les futures options du plan Mangin. Les questions qui fusèrent dans la salle montraient que les riverains étaient surtout préoccupés de ce

1. Le premier coup de pioche devrait être donné en 2009 et préfigurer un accès au Forum et à la gare RATP, place Marguerite-de-Navarre. Le chantier de la Canopée est, lui, prévu en 2010. Le jardin sera-t-il fini en fin de mandature prochaine ?

que rien ne change. Cela l'a visiblement ulcéré. Il a alors quitté précipitamment la réunion sans dire un mot. »

Amer, le prince a, sans doute, dû méditer ce soir-là une phrase d'Albert Camus. Celle qu'il avait mise en exergue du livre publié pour sa campagne de 2001 : « Entre la folie de ceux qui ne veulent rien que ce qui est, et la déraison de ceux qui veulent tout ce qui devrait être, ceux qui veulent vraiment quelque chose et sont décidés à en payer le prix seront les seuls à l'obtenir. » Mais à chacun de ses comptes rendus annuels de mandat dans le 1^{er}, les riverains ne manquent pas de lui poser des questions sur les Halles et il répond. Il orchestrera d'ailleurs avec brio la campagne de presse pour la sortie des maquettes des candidats. Cet as de la « com » réalisera un coup de maître en offrant au supplément Paris du *Nouvel Observateur* l'occasion de titrer en une : « Delanoë réinvente les Halles ». Un titre qui sera repris partout, y compris dans de très grands médias étrangers. Mais en matière d'espoir rendu aux Parisiens, Bertrand le Magnifique est cependant loin de vouloir en payer le prix...

*

Au début de la mandature de gauche, les 7 000 sujets du prince et riverains avaient accueilli cette concertation favorablement. Certes, l'association Accomplir faisait déjà part de réticences à propos du cahier des charges rédigé par la SEM Centre et multipliait les questions. Le Forum allait-il réinvestir la rue des Halles ? Allait-on ouvrir le site par la façade est de la Bourse du commerce ? Que penser de l'élargissement des quais et des galeries de la voirie souterraine ? Ou de ces nouveaux espaces marchands offerts aux commerçants ?

À la tête d'Accomplir règne déjà « l'intransigeante » Elisabeth Bourguinat. La toute nouvelle *pasionaria* des Halles s'est enrôlée dans de nombreuses associations, dont Mains libres, la bagagerie pour SDF, dont elle est la présidente. Elle chausse plusieurs casquettes pour occuper le terrain avec une conception bien à elle de la démocratie participative. « Il suffit aujourd'hui d'un petit noyau de quelques personnes à forte valeur ajoutée, maîtrisant bien les outils et concepts de communication pour faire avancer ses idées », dit-elle. L'action d'Accomplir s'ancre tout autant dans la présence aux réunions avec les représentants de la Ville, où elle monopolise le débat, que sur Internet. Accomplir recrute essentiellement chez les désœuvrés, riverains retraités et les jeunes parents (une soixantaine de membres), à qui sont proposés pique-niques, brocantes, fêtes annuelles ou visites privées des clochers de l'église Saint-Eustache. Deux polytechniciens, un webmaster et Jacques Arnould, prêtre dominicain enseignant à l'Institut Catholique et chargé de mission au CNES, crédibilisent le portail Internet de l'association.

« C'est précisément en raison de l'impuissance ou du moins de l'inaction de certains élus que nous avons été amenés à devenir aussi actifs et à investir l'espace public »¹, justifie la bonne fée des Halles, pas peu fière de ce que le prince Bertrand lui ait fait les yeux doux, en lui lançant un jour en public : « Décidément, Accomplir est une des associations les plus puissantes de Paris. » En magicienne, Elisabeth Bourguinat a plus d'un tour au bout de sa baguette, mais l'écrit demeure l'essentiel de son pouvoir de nuisance. La simple perspective d'un article un peu

1. Extrait d'une conférence de l'intéressée à l'École de Paris du management sur son action au sein de l'association Accomplir, septembre 2005. Disponible sur www.accomplir.asso.fr.

dur dans le bulletin associatif suffit souvent à obtenir un rendez-vous compliqué. Mais surtout le papier, c'est la mémoire centrale de l'association. « La réussite extraordinaire d'Accomplir, dit-elle, s'explique tout bêtement. Nous avons été opérationnels dès le début du projet des Halles en 2002. Et nous avons localement des adversaires virulents et obstinés : des associations concurrentes, la SEM Centre, et même certains journalistes. »¹

Ainsi, le débat s'aigrit rapidement quand Accomplir diffuse en juillet 2003 ses « 90 propositions pour le projet de rénovation des Halles ». Sont passés notamment en revue l'amélioration des équipements collectifs existants, le renforcement du contrôle juridique des terrasses de cafés, le stationnement des livraisons et la sanctuarisation du jardin des Halles. Au passage, l'association préconise la fermeture de la centrale Climespace. Dès lors, à la mairie et à la SEM Centre, beaucoup commencent à regarder de travers les « bêtabloquants » d'Accomplir, surnom déjà donné à un certain nombre d'élus Verts.

Quelques mois plus tard, en 2004, au fil des consultations avec les quatre architectes sélectionnés, les riverains présentent leurs revendications minimales : pas de réduction de la surface du jardin, pas de construction d'immeubles de grande hauteur et pas de surdensification du bâti par des équipements municipaux ou commerciaux supplémentaires. En revanche, ils se montrent favorables au maintien des installations du jardin. Après avoir passé les quatre projets architecturaux au crible de 51 critères, Accomplir opte pour le projet Mangin. Lequel a revu sa proposition : « Un cours traverse un grand jardin unitaire de plain-pied, réorganisant une synergie entre la Bourse du commerce, enfin ouverte sur le jardin, jusqu'à un Forum

1. *Ibid.*

renové couvert par un carreau de lumière de neuf mètres de haut. » Notre bonne fée passe ainsi un temps fou à se faire expliquer dans le détail le projet modifié. Et elle pense l'avoir compris.

*

La bataille dans la presse et par coteries d'intellectuels interposées entre les deux favoris (Mangin et Koolhaas) fait rage. L'exposition¹ organisée par la SEM-Centre des deux projets, en avril 2004, donne l'occasion au maire d'une interview dans *Le Monde*² où, lyrique, il remercie les architectes : « Vous m'avez fait rêver. » Bertrand Delanoë se dit persuadé de la nécessité « d'inventer pour le cœur de la Ville un projet qui soit à l'échelle de la métropole ».

Il était prévu que la Commission d'appel d'offres procède au choix du lauréat fin juin 2004, mais ce délai est repoussé à l'automne. Puis, en décembre. De Mangin ou de Koolhaas, aucun des deux projets ne parvient réellement à l'emporter. Et c'est désormais le silence radio qui prévaut côté mairie. Et avec l'annonce de la candidature de Paris pour les J.O. 2012, le silence devient abyssal. « Dès lors, à l'Hôtel de Ville, et nous l'avons bien senti à la SEM Centre, analyse rétrospectivement Federbusch, le dossier des Halles n'est plus une priorité. Surfer sur un projet qui était de nature à lui valoir une notoriété planétaire devait sans doute apparaître au maire une stratégie beaucoup plus consensuelle que de se heurter à deux projets d'architectes controversés. »

*

1. Organisée par la SEM Centre, elle connut un succès extraordinaire avec plus de 125 000 visiteurs.

2. *Le Monde* du 8 Avril 2004.

Reste la dimension comptable du dossier. En 2004, aux riverains qui lui demandent comment serait organisé le montage financier, le prince répond : « Les aménagements des espaces publics sont à la charge de la Ville et sur ce projet interviendra également la Région. Mais, ce quartier est dynamique sur le plan économique, ce qui permet de penser qu'une partie des aménagements pourra être couverte par la création de surfaces commerciales. Ceci dit, c'est la puissance publique qui restera la source de financement principale. »

En revanche, un an plus tard lorsqu'on pose la même question¹ à Jean-Pierre Caffet, adjoint au maire chargé de l'Architecture et de l'Urbanisme, celui-ci cite la Ville pour les équipements publics, la RATP et le STIF². « Mais aussi, insiste-t-il, par des projets privés susceptibles d'être retenus. »

Tout est dans la nuance. Bertrand le Magnifique continue donc toujours son bras de fer financier avec ses partenaires.

*

Pas de chance pour lui, la fin 2004 coïncide également avec les rumeurs concernant la fermeture imminente de la Samaritaine³, propriété de LVMH. Unibail peut y voir une menace ou un allié. Affrontant déjà la concurrence grandissante de la rue de Rivoli, ce groupe s'interroge sur la perspective de réorganisation des 80 000 m² d'espace commercial de la Samar installée à deux pas du Forum, qui n'en compte que 60 000. Dans ce contexte, un argument de poids joue en défaveur de Koolhaas : son « canyon » laisse s'échapper un flot de voyageurs directement vers le jardin.

1. Supplément Paris du *Nouvel Observateur*, 8 Avril 2004.

2. Le syndicat des transports d'Île-de-France.

3. Ce qui arrive finalement le 30 Juin 2005.

Soit un manque à gagner de taille qui diminue d'autant la clientèle captive des galeries marchandes. Aussi, Unibail se mobilise-t-il pour le projet le moins ambitieux, celui de Mangin.

Le prince, lui, temporise. Le choix de la mairie, par l'intermédiaire de la Commission d'appel d'offres, n'interviendra finalement qu'en décembre 2005. « En Unibail, nous venions de trouver fin 2004 un allié objectif » souligne la bonne fée des Halles. Car les hésitations du maire ont offert un boulevard à l'activisme forcené d'Accomplir. Sans avoir pu prendre connaissance du contenu des remarques adressées par les électeurs, l'association met en œuvre son propre système de critère. Pour conclure que « la très grande qualité et le caractère consensuel du projet Seura-Mangin sont clairement mis en lumière ».

*

« Dans le quartier, pendant l'année 2005, le climat devenait intenable », se souvient Paule Champetier de Ribes, responsable de l'association de riverains Parole des Halles, dont les préférences vont au favori hollandais. « On était accusés de tous les maux et inondés de tracts intitulés "Mangin sinon rien". On devait absolument voter comme Accomplir. Le problème, c'est qu'à l'Hôtel de Ville, il y avait désormais deux discours : dès qu'on commentait les dernières lubies de Bourguinat, votre interlocuteur levait les yeux au ciel, mais dans les faits, ses revendications obtenaient sans cesse plus de crédit et l'association toujours plus d'avantages. »

L'ire d'Accomplir va se déchaîner au moment du prétendu « scandale du rapport de la SEM Centre ». L'association avait réussi à se procurer un document de synthèse – en principe confidentiel – où la société d'économie mixte

résume à l'intention de la Commission d'appel d'offres les options de chacun des candidats, avantages et inconvénients à l'appui. « En le lisant, affirment ses militants la main sur le cœur, une évidence saute aux yeux : tout est fait pour avantager le projet OMA-Koolhaas au détriment de ses concurrents. » Et les mêmes de dénoncer « cette tentative de désinformation et de manipulation (...) de nature à remettre fortement en cause la sincérité des acteurs de la concertation, ainsi que celle de l'adjoint au maire chargé de l'urbanisme qui nous a promis des critères objectifs ».

La lecture attentive de ce document ne nous a pas permis, de notre côté, de remettre en cause l'impartialité de la SEM Centre. À moins que nous n'ayons pas consulté le même document. Serge Federbusch, lui, ne fait alors pas mystère d'être acquis au projet de Koolhaas à 200 %. Ce qui vaut également pour Jean-Pierre Caffet, l'adjoint à l'Urbanisme, et pour la direction de ce même service. Mais dans le document définitif à destination des élus de la Commission d'appel d'offres, l'option Seura-Mangin est décrite en toutes lettres comme la solution la moins onéreuse. Tryphon Tournesol, alias Yves Contassot, est passé par là, martelant à qui voulait l'entendre que les Verts bloqueraient le projet si ce n'était pas Mangin l'élu. Et Unibail, la veille de la réunion de la Commission, intervient via une interview dans *Le Monde* de la présidente de sa filiale d'Espace Expansion, Marguerite des Cars. « Si Koolhaas passe, ce sera la guerre » écrit le journaliste Frédéric Edelman.

La messe est dite.

*

« Moment très important de la vie de Paris ! Enjeu non seulement national mais international », entonne Bertrand

Delanoë, le 15 décembre 2005, devant un parterre fourni de journalistes.

L'effet d'annonce de la participation de Paris aux J.O. s'étant révélé un feu de paille, le maire doit à tout prix rebondir et créer la surprise... Mais la montagne accouche d'une souris : Mangin ne sera pas le maître d'œuvre des bâtiments à réaliser. Non, Seura-Mangin servira simplement de coordinateur et de maître d'œuvre au projet du lauréat d'un autre concours d'architecte encore à venir.

Les réactions sont mitigées. Quatre ans se sont déjà écoulés et les Parisiens découvrent que ce qui a été retenu par la municipalité n'est en fait qu'une coquille vide, une forme abstraite où toutes les fonctionnalités urbaines restent encore à implanter.

« Une énorme supercherie, un choix en creux », dénonce Jean François Legaret. La gifle la plus cuisante pour Bertrand Delanoë reste à venir : une couverture de *Libération* sur fond rouge. Où on le voit adossé sur une chaise à l'envers, fixant le lecteur d'un air désabusé, avec cette accroche : « Les Hallès, Delanoë y va plan-plan ».

En raison de leurs préférences pour Koolhaas, les cadres dirigeants de la SEM Centre sont ensuite clairement désavoués par le maire. La Direction de l'urbanisme fait alors rapatrier à l'Hôtel de Ville tous les dossiers des Halles détenus par la SEM et pilote le projet.

Le licenciement de Serge Federbusch intervient un an plus tard, en 2006, au moment où la SEM Centre fusionne avec la SEMEA-XV, présidée par Anne Hidalgo, premier adjoint. Pour n'avoir pas su contrôler les architectes, le conseiller s'en tire avec une jolie indemnité de départ et une clause de confidentialité quant au motif de son éviction. L'honnête vassal Le Garrec, un temps écarté, est nommé vice-président de cette nouvelle SEM Paris Seine. Entre-temps, il a annoncé qu'il abandonnait la tête de liste

pour les municipales dans le 1^{er} arrondissement au profit de Seybah Dagoma, jeune avocate de Sarcelles. Un tantinet écœuré, Alain Le Garrec...

*

Mais revenons à nos moutons, pardon aux principaux personnages du conte de fées des Halles : les sujets du prince, c'est-à-dire les 7 000 riverains.

Le seul argument dont la municipalité peut désormais se prévaloir est la prétendue bonne gestion de la concertation. Elle va donc s'y arc-bouter. Un alibi récurrent en forme de méthode Coué. Le retard pris ? La concertation. « Vous trouvez ma démarche trop lente. Je préfère que nous passions un peu de temps ensemble afin de faire le moins de bêtises possible », explique benoîtement le maire¹ à ses sujets. Et la banlieue, personnage pourtant central de notre affaire des Halles, reste toujours aux abonnés absents. Une partie des études de définition de la SEM était pourtant payées par la Région Île-de-France². Hormis une présentation des maquettes aux municipalités de banlieue attirant à peine une dizaine d'élus et un sondage Ipsos organisé sur le tard, il n'y aura aucune autre démarche engagée. Notre bonne fée et le vice-président d'Accomplir viendront à la rescousse des enquêteurs pour cornaquer un panel de banlieusards, pendant deux heures, leur expliquant leur point de vue sur les Halles.

1. *Le Parisien* du 17 Juillet 2006.

2. La participation financière de la Région Île-de-France aux études de définition se monte à 654 538,34 €, celle de la Société des commerçants du Forum des Halles à 274 900 €, idem pour la R.A.T.P. : 274 900 € (source : mairie de Paris). La totalité des sommes engagées l'ayant été à hauteur de 2 millions d'Euros, la participation de la Ville s'élèverait donc à un peu moins de 800 000 €.

En 2006, la boîte à baffes est désormais grande ouverte pour le prince Bertrand, mais pas pour longtemps... La réalisation par Mangin du jardin des Halles, au cœur des préoccupations d'Accomplir, cache bien des chausse-trappes. Au milieu de ce jardin, le projet se limite à la création d'une zone d'aménagement concerté, à la définition d'un programme, au remodelage des entrées et sorties RATP et des tunnels¹. Le trafic automobile souterrain sera désormais restreint de moitié. Et la mairie ne donne pas suite à un élément pourtant fondamental : l'ouverture à l'Ouest du jardin, toujours limité par la Bourse du commerce².

*

Le second concours d'architectes voit le projet de Jacques Berger et Dominique Anziutti avec sa « Canopée », finalement retenu. Ce deuxième concours aura coûté deux millions d'euros supplémentaires, là où le marché de définition du départ en avait déjà dépensé quatre cent mille. La « Canopée », une raie manta de verre, forcément verte, est désormais censée trôner, surplombant le cratère du Forum. Flegmatique, Mangin se dit déçu par la procédure du marché de définition qui, selon lui, ne vise pas à instaurer le dialogue avec le maire. « Les concurrents, noté-t-il, font comme s'il s'agissait d'une partie de poker et le client comme d'un *Loft Story*. » Mais il annonce également la couleur par voie de presse : « Faites comme moi, ayez une

1. Sont ainsi supprimées l'entrée Coquillière, la sortie Berger, la sortie rue du Louvre, la sortie rue des Halles et l'entrée Pont-neuf.

2. Des tractations avaient été engagées un temps avec la Chambre de commerce (CCIP) pour ouvrir aux passants le rez-de-chaussée de l'ancienne Halle aux grains de Paris, mais elles ont tourné court, la mairie ne donnant pas suite.

sœur psychanalyste qui vous prévient que ce sera long et difficile¹ », histoire de camper plus fermement que jamais sur ses positions en ce qui concerne les options qu'il n'a pas cessé de défendre jusque-là. À savoir, une allée centrale bordée de pelouse de part et d'autre et maillée d'arbres sur les versants extérieurs. Or il s'agit d'une grenade dégoupillée jetée aux pieds de la *pasionaria* d'Accomplir, tant cette option exclut d'office les deux revendications principales de l'association : le maintien du jardin d'aventures pour enfants et la place incurvée en forme de gradin chère aux riverains.

Élisabeth Bourguinat crie aussitôt à la trahison. De ce jour, Mangin devient une brebis galeuse. L'homme à abattre. Il n'est pas le seul. Le maire aussi y a droit. Venu « débattre sans tabou » sur place, le prince est accueilli par une nuée d'enfants, conduits par l'inoxydable secrétaire générale, qui lui offrent chacun un doudou en forme d'éléphant, symbole repris sur le portique d'entrée du jardin d'aventures. « Nous, on aime les éléphants, gazouillent-ils en cœur, laissez-nous notre jardin, Monsieur le Maire ! » Réponse de l'intéressé : « Mademoiselle Bourguinat, je vous préviens, je ne marche pas à la schlague. »

Tryphon est aussi dans sa ligne de mire. Volant officiellement à la rescousse du maire, Yves Contassot est, en effet, dans ce domaine, l'interlocuteur obligé des concertations. Seul hic, il veut appliquer le règlement des nouveaux jardins écologiques. Il met donc son veto aux jeux de ballons et aux concerts en plein air, pour ne pas courir le risque de voir les pelouses piétinées et abîmées. Une piste de rollers spécifique ? Une association doit s'en occuper pour décourager l'arrivée des bandes de jeunes banlieusards... En revanche, il appelle fortement de ses vœux la

création d'une parcelle clôturée (non par des grilles, mais par des buissons d'épines), accueillant « un jardin partagé ». Partagé par une association locale, amoureuse des activités potagères et qui saura s'en montrer digne, donc proche des Verts, susurrent certains... Enfin, Tryphon voue un véritable culte au gazon. Composée de graminées spécifiques, la pelouse Contassot n'a besoin que d'un entretien et d'un arrosage limités. Un impératif, mais de taille : elle doit pouvoir courir sans discontinuité. Aussi, aucune allée centrale n'est prévue, sur les plans de Mangin, pour assurer la liaison Nord-Sud entre Saint-Eustache et le Pont-Neuf !

Élisabeth Bourguinat voit rouge avec cette histoire d'herbe Contassot ! Heureusement, sur les autres motifs de désaccord relatifs au jardin des Halles, l'association et la Ville vont trouver peu à peu un terrain d'entente. Le même nombre d'arbres sur site qu'à l'existant sera systématiquement replanté. La hauteur des constructions ne dépassera pas celle de la cime des arbres. Les 3 667 m² (au mètre près) du jardin d'aventures seront impérativement reportés dans un autre endroit du site, dédié aux jeux pour enfants : Mais Yves Contassot n'en démordra jamais ; il n'y aura pas d'allée centrale.

*

Pour le reste, la bonne fée des Halles, qu'a-t-elle déjà obtenu au nom des riverains ? Bien peu de chose en vérité.

Le bilan à mettre au crédit de Bertrand le Magnifique en matière de rénovation de l'existant au Forum des Halles reste assez maigre également : seule, au terme de sa mandature, la rénovation du traitement d'air de la piscine des Halles (1,2 million d'euros) a été menée à bien. La remise aux normes du système de sécurité incendie du secteur Bourse-Saint-Eustache (7,4 millions d'euros prévus) n'est toujours

1. Entretien donné à Grégoire Allix, *Le Monde*, mai 2006.

pas terminée fin 2007. La réouverture du Forum des images (8,4 millions d'euros), elle aussi, a été repoussée d'un an, l'entrepreneur ayant fait faillite. Voilà qui laisse mal augurer du respect des délais quant aux travaux des futurs chantiers des Halles.

Aujourd'hui, les SDF couchent encore dans les tunnels et les commerces bas de gamme, majoritaires, attirent toujours plus les banlieusards que les Parisiens. Les prochaines échéances du dossier des Halles ? Les premiers coups de pioche sont prévus pour 2009 avec l'aménagement des nouvelles sorties du Forum. La destruction des pavillons de Villerval et la réalisation de la Canopée et du jardin sont programmées à partir de 2010. Au mieux, le prince Bertrand aura rénové le trou des Halles, en 2012, à la fin de sa deuxième mandature !

*

Qu'importe, et c'est là toute la magie de notre fabuleux conte de fées, car désormais Bertrand le Magnifique ne jure plus que par la démocratie participative, incarnée par Élisabeth Bourguinat. Pour mieux dialoguer *cheek to cheek* avec ses sujets et électeurs des Halles, il a paré cette concertation de tous les habits de la respectabilité : désignation d'un médiateur, mise en place d'un comité permanent, d'un bureau et de groupes de travail thématiques.

Peu importe finalement que la polémique fasse toujours rage. Sur la programmation du contenu des équipements privés ou associatifs dans le Forum, notamment. Les autres associations sont fatiguées de l'activisme d'Accomplir, qui lorgne sur une place de choix dans la future maison des associations de l'arrondissement. Un espace, dédié dans la Canopée à la bagagerie pour SDF (dont elle est la présidente), au détriment d'autres projets, fait grincer les dents.

Ces mêmes associations ont fait adopter une « charte de programmation concertée et participative » pour les Halles. Publiée par deux chercheurs de l'université Paris XII, elle permettrait de sortir d'un schéma fondé, selon eux, sur le rapport de forces et la prise en compte de la seule parole des riverains.

Un constat partagé par Georges Gontcharoff de l'Observatoire parisien de la démocratie locale. Pour lui, le manque de méthodologie de l'Hôtel de Ville amène les associations comme Accomplir à s'imposer en force et à faire de l'« impérialisme » : « S'ils se retrouvaient en face à face direct avec la mairie, cela ne les dérangerait pas. »

Le 25 juin 2007, au cours du déjeuner donné pour fêter le choix du projet de la Canopée des Halles, la bonne fée, invitée en tant que membre du jury, a été assise aux côtés du prince des Halles, dont elle est devenue la bonne étoile. Peut-être deviendra-t-elle, un jour, adjointe pour le quartier des Halles ?